



Mise à Jour du Profil d'Écosystème du Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques (CEPF) pour le Hotspot de Biodiversité des Îles des Caraïbes

Atelier National des Parties Prenantes – Haïti

Hôtel Montana, Pétion-Ville
3 - 4 Juillet 2017

Rapport



Préparé par : Ronald CADEMUS, Coordinateur Pays - Haïti, L'Institut des Ressources Naturelles des Caraïbes (CANARI)

Introduction

L'Institut des Ressources Naturelles des Caraïbes (CANARI) s'est associé à la Société Audubon Haïti (SAH) pour organiser un atelier national de deux jours les 3 et 4 juillet 2017 à l'Hôtel Montana, à Port-au-Prince, dans le cadre du processus de consultation afin d'élaborer une nouvelle stratégie d'investissement pour le Fonds de partenariat pour les Écosystèmes Critiques (CEPF) dans le hotspot de biodiversité des îles des Caraïbes.

L'atelier Consultation Nationale en Haïti sur la Mise à Jour du Profil d'Écosystème du Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques (CEPF) pour le Hotspot de Biodiversité des Îles des Caraïbes faisait partie d'une série d'ateliers qui se sont déroulés en République Dominicaine, en Jamaïque et dans les Caraïbes orientales entre juin et juillet 2017, en vue d'examiner les analyses préliminaires et fournir des contributions à un profil actualisé de l'écosystème qui reflètera une nouvelle stratégie d'investissement axée sur les parties prenantes pour le CEPF dans les îles des Caraïbes. Un résultat important des ateliers de consultation, par conséquent, est la fourniture de perspective pour définir l'avant-projet du profil actualisé de l'écosystème des Caraïbes.

Objectifs et Méthodologie de l'Atelier

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants:

- Examiner et affiner l'analyse préliminaire du contexte pour la conservation de la biodiversité dans le hotspot de biodiversité des îles Caraïbes;
- Examiner les zones clés de biodiversité (KBA) proposées;
- Examiner, affiner et prioriser les menaces et les «résultats» de conservation pour le hotspot et recommander des solutions;
- Identifier les priorités pour le futur investissement du CEPF;
- Déterminer la contribution que la société civile peut apporter pour s'attaquer aux menaces identifiées; et
- Contribuer à un rapport national résumant les discussions et les décisions prises collectivement, lesquelles alimenteront la mise à jour générale du profil d'écosystème pour la région des Caraïbes.

L'atelier a été conçu pour solliciter les perspectives des pays sur les problèmes contextuels qui affectent ou façonnent les efforts de conservation de la biodiversité (socio-économiques, politiques, financements et changements climatiques) ainsi que sur les

menaces et les résultats en matière de conservation, y compris la hiérarchisation des sites et des espèces. La nouvelle norme globale KBA a été utilisée pour examiner les principales zones clés de biodiversité (KBA) pour Haïti. La dernière session de l'atelier a été consacrée à l'identification des priorités proposées pour la nouvelle stratégie d'investissement du CEPF (ensemble d'actions) pour Haïti. L'agenda de l'atelier figure à l'annexe 1.

L'atelier a combiné des séances de travail en petits groupes et des discussions plénières. Les discussions en petits groupes ont été guidées par des articles et des questions thématiques pré-préparés. Les données KBA étaient disponibles via un microsite de story map d'ArcGIS : <https://birdlife.maps.arcgis.com/apps/MapSeries/index.html?appid=b208d1e5844645c095e6ca630832cb72>

Participants

Bien que le soutien du CEPF cible directement les organisations de la société civile, il vise à s'assurer que ses stratégies sont en harmonie avec les priorités nationales des partenaires gouvernementaux. Ainsi, l'atelier a réuni des acteurs des agences gouvernementales d'Haïti ainsi qu'un large éventail d'organisations internationales, nationales et communautaires (voir Annexe 2: liste des participants). Trente-quatre personnes, du gouvernement, de la société civile et des organismes donateurs, ont participé à l'atelier de deux jours, réparti comme suit:

Société Civile			Gouvernement	Donateur	Total
ONG	Université	Secteur Privé			
23	1	0	5	5	34

Séance de travail 1 : Le contexte de la conservation de la biodiversité

À la suite d'une séance inaugurale, l'atelier a commencé avec la séance de travail sur le contexte de conservation de la biodiversité. Les participants ont été divisés en quatre groupes de discussion pour travailler sur les quatre sujets du contexte pour la conservation de la biodiversité: contexte socioéconomique, contexte politique, changement climatique et investissement actuel en matière de conservation. Chaque groupe a reçu un petit document avec un résumé du contexte et une série de questions à répondre. Ils ont eu 40 minutes

pour compléter l'activité du groupe et dix minutes pour un rapport en séance plénière. Vingt minutes étaient réservées à la discussion et au consensus.

À l'exception du groupe travaillant sur le contexte politique, les groupes ont répondu à toutes les questions relatives à chaque élément du contexte pour la biodiversité explorée au cours de l'atelier. Chaque groupe a rapporté sur des flipcharts (voir l'annexe 3), mais en raison du manque de temps, les discussions en plénière et la recherche de consensus ont été réduites. Des recommandations sur les implications pour l'investissement du CEPF ont été intégrées à la Session de travail 3.

Les réponses données par les participants sont présentées dans les tableaux ci-dessous:

1. Contexte Socio-économique

Question	Réponse du groupe
<p>1. Veuillez examiner les questions socio-économiques (a-e) ci-dessous. Y a-t-il d'autres problèmes ou tendances notables dans votre pays ? Si oui, veuillez ajouter à la liste. Pour chaque thème de la liste, y compris tout ce que vous avez ajouté, décrivez les tendances générales de votre pays et, le cas échéant, expliquez comment ils affectent la conservation de la biodiversité / la gestion des ressources naturelles (allocations budgétaires gouvernementales, financement des donateurs, sites, espèces, politique, actions ou activités des gens sur le terrain, etc.)..</p> <p>a. La croissance démographique, la structure de la population ☒</p> <p>b. Les schémas de peuplement et de migration ☒</p> <p>c. La santé humaine ☒</p> <p>d. La criminalité ☒</p> <p>e. La pauvreté et le chômage ☒</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de sensibilisation à l'environnement • Mauvaise planification de l'utilisation des terres • Le manque de soutien des communautés locales en raison de l'absence d'intégration
<p>2. Existe-t-il des façons dont les rôles sexuels traditionnels et la division du travail axée sur le genre influent sur les connaissances, les pratiques de gestion et la gestion de l'homme et de la femme sur leurs environnements dans votre pays ? Si oui, veuillez décrire.☒</p>	<p>Oui. Il y a eu une complémentarité entre les hommes et les femmes.</p>
<p>3. Y a-t-il des projets dans votre pays qui traitent spécifiquement de la participation des femmes à la gestion du ressourcement</p>	<p>Oui. Un projet d'agroforesterie est implanté dans le nord-est du pays, dans la ville de Carice. Le projet est financé par une ONG allemande:</p>

naturel ou à la conservation de la biodiversité ? Dans l'affirmative, veuillez décrire (emplacement du projet, concentration, bailleur, terme du projet, si connu). ☒	MISEREOR et mis en place par un groupe haïtien: Gardère.
---	--

2. Contexte Politique

Question	Réponse du groupe
1. Quels ont été les progrès ou les développements (le cas échéant) dans le cadre politique de votre pays en matière de biodiversité au cours de la période de 2009 à 2017 ?	N'a pas été complété
2. Quelles politiques sectorielles ou nationales exercent un impact positif ou négatif sur la conservation de la biodiversité ? Veuillez expliquer comment.	<ul style="list-style-type: none"> • Changements positifs (progression) <ul style="list-style-type: none"> ○ Mise en place du Système national des aires protégées ○ Programme de la biodiversité marine des Caraïbes (CMBP), qui vise à réduire les menaces pour la biodiversité marine et côtière des Caraïbes dans les domaines prioritaires ○ Création de nouvelles zones protégées (y compris celles marines) ○ Création de réserves de biosphère de l'UNESCO ○ Fonds fiduciaire d'Haïti pour la biodiversité ○ Méthodologie pour le plan de gestion des aires protégées ○ Plan national pour le changement climatique ○ Nouveau partenariat intergouvernemental • Changements négatives <ul style="list-style-type: none"> ○ Impacts négatifs sur la biodiversité des projets de développement ○ Manque de capacité dans la gouvernance ○ Aggravation du népotisme
3. Y a-t-il une action spécifique que votre pays entreprend du fait des résultats et des décisions prises lors de la 13e Conférence des parties (COP) à la CDB ?	N'a pas été complété
4. Quels sont les mécanismes qui existent pour permettre à la société civile de s'impliquer dans la formulation des politiques et la prise de décisions en matière de biodiversité ?	N'a pas été complété
5. Comment les mécanismes nationaux de coordination en matière de biodiversité mobilisent-ils la société civile ?	N'a pas été complété

6. Y a-t-il des politiques ou des éléments politiques qui soutiennent la participation de la société civile à la conservation de la biodiversité ? Quels sont les rôles que ces politiques attribuent à la société civile ?	N'a pas été complété
---	----------------------

3. Évaluation du changement climatique

Question	Réponse du groupe
1. Quelles sont les tendances climatiques les plus notables qui affectent la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles dans votre pays ?	<ul style="list-style-type: none"> • Perturbation du régime pluviométrique • Perte de récolte • Pression sur les ressources en bois • Destruction de l'habitat • Destruction des récifs coralliens
<p>2. Y a-t-il des recherches nationales en cours qui soulignent les impacts du changement climatique sur la biodiversité terrestre et marine ? Si oui, veuillez donner des précisions. Cela peut inclure des changements dans le mélange et la distribution des espèces, etc.</p> <p>a. Y a-t-il des espèces ou des zones géographiques qui ont été identifiées comme étant particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique et de la variabilité du climat dans votre pays ? Si oui, veuillez donner des précisions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Oui. Le Plan d'Action National d'Adaptation. (PANA) • Aucune espèce spécifique à l'esprit, mais Massif la Selle et Massif la Hotte sont particulièrement vulnérables.
<p>3. Y a-t-il des plans de gestion des aires protégées ou des programmes de conservation de la biodiversité dans votre pays qui ont été élaborés sur la base d'une évaluation des risques climatiques ? Si oui, veuillez donner des précisions.</p> <p>a. Quels sont les méthodologies ou les outils d'évaluation des risques qui ont été utilisés ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Oui, il existe certaines zones protégées avec un plan de gestion, mais nous ne pouvons pas dire si ces plans ont été élaborés en fonction de l'évaluation des risques.
<p>4. Quelles mesures d'adaptation au changement climatique (le cas échéant) ou quelles approches techniques clés sont actuellement intégrées dans les plans de gestion des aires protégées ou dans les programmes de conservation de la biodiversité ? Cela peut inclure, par exemple, des plans de lutte contre les incendies ou la sécheresse, des initiatives pour tenter d'établir des corridors animaliers ou pour restaurer des sites spécifiques qui tiennent compte des changements climatiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nous savons que certaines organisations mettent en œuvre des projets sur l'adaptation au climat, mais nous ne connaissons aucun plan global d'adaptation au climat pour les zones protégées.
<p>5. Quel est le degré de capacité de la société civile dans la gestion des effets du changement climatique sur la biodiversité et la gestion des aires protégées ?</p> <p>b. Quelles sont les capacités requises ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le niveau de capacité est très faible. Cependant, de nombreuses organisations sont ouvertes à l'intégration, créent cette capacité et intègrent des approches telles

	que l'agroforesterie avec des cultures pérennes (café, cacao).
6. Y a-t-il des groupes de la société civile qui gèrent des projets qui ont trait à une adaptation au changement climatique fondée sur les écosystèmes ? Si oui, veuillez donner des précisions.	<ul style="list-style-type: none"> • Oui, il y a des projets pilotes.
7. Y a-t-il des exemples d'utilisation réelle ou potentielle des connaissances locales en matière de biodiversité dans la gestion des impacts du changement climatique et de la variabilité du climat au niveau du site ?	<ul style="list-style-type: none"> • Non, nous ne sommes pas encore à ce stade, principalement en raison du manque de collecte de données.

4. Investissement actuel en matière de conservation

Question	Réponse du groupe		
	Agence/Donateur / Pays	Type	Thématique
<p>1. Quelles sont les sources de financement les plus importantes pour la conservation de la biodiversité dans votre pays ?</p> <p>a. Veuillez indiquer si elles sont multilatérales, bilatérales, publiques ou privées. Veuillez dresser la liste des organismes, pays bailleurs de fonds ou organisations caritatives concernés, le cas échéant</p> <p>b. Quelle est la source de financement la plus importante pour la</p>	GEF	Multilatéral (MDE/ UNEP / PNUD / WB / BID / FAO)	<ul style="list-style-type: none"> • Zone protégée terrestre • Zone de protection marine • Conservation des forêts • Conservation de la faune • Gouvernance d'aire protégée • Pêche
	Norvège	Bilatéral (MDE / UNEP / BID)	<ul style="list-style-type: none"> • Zone protégée terrestre • Zone de protection marine • Conservation des forêts • Gouvernance d'aire protégée • Pêche
	USAID	Bilatéral (Ministère de l'Environnement)	<ul style="list-style-type: none"> • Zone de protection marine • Pêche
	Coopération Suisse	Bilatéral (Ministère de l'Environnement & société civile)	<ul style="list-style-type: none"> • Zone protégée terrestre • Conservation des forêts • Gouvernance d'aire protégée • Éducation environnementale
	CEPF	Bilatéral (société civile)	<ul style="list-style-type: none"> • Zone protégée terrestre • Zone de protection marine • Gouvernance de l'aire protégée • Éducation environnementale
	Coopération Allemande (GIZ)	Bilatéral (Ministère de l'Environnement & société civile) + Assistance technique	<ul style="list-style-type: none"> • Zone protégée terrestre • Conservation des forêts • Gouvernance d'aire protégée • Éducation environnementale
	Union Européenne	Bilatéral (Ministère de l'Environnement, Corridor Biologique)	<ul style="list-style-type: none"> • Zone protégée terrestre • Zone de protection marine • Conservation des forêts • Pêche

participation de la société civile à des initiatives qui touchent à la biodiversité?		Caribéen (CBC), UNEP & société civile	
	Ambassade de France	Bilatéral (Ministère de l'Environnement & société civile)	• Conservation des forêts
	Agence Française de Développement (AFD)	Bilatéral (Ministère de l'Environnement & société civile)	• Conservation marine • Conservation des forêts
	Fonds Privé & fondations (Albert II; Flora Family foundation; Barr foundation; Contreparties internationales; Mc Arthur...)	Bilatéral (société civile)	• Zone protégée terrestre • Zone de protection marine • Conservation des forêts • Conservation de la faune • Gouvernance d'aire protégée • Pêche • Éducation environnementale
Question		Réponse du groupe	
2. Quelles thématiques de la biodiversité reçoivent le plus de financement (p. ex., aires protégées, conservation des forêts, conservation marine, pêches) et où se situent les manques de financement ?		<ul style="list-style-type: none"> • Lacunes dans le financement: <ul style="list-style-type: none"> ○ Gouvernance d'aire protégée ○ Conservation Marine et terrestre ○ Éducation environnementale 	
3. Y a-t-il des sources de financement pour la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles qui sont à la disposition a) du pays et b) de la société civile mais qui ne sont pas pleinement utilisées ? Si oui, quels sont les obstacles à l'accès à ces fonds ?		<ul style="list-style-type: none"> • Oui <ul style="list-style-type: none"> ○ Problème de Gouvernance ○ Manque de capacité institutionnelle (publique et privée) pour absorber / utiliser des fonds 	
4. Quels sont les mécanismes nationaux de financement durable qui existent ou qui sont en cours de développement dans votre pays ?		<ul style="list-style-type: none"> • Fonds haïtien pour la biodiversité (sera opérationnel à partir de 2018) 	
5. Quels sont les impacts de financements sectoriels non liés à la conservation (p. ex. infrastructures, santé) sur les efforts touchant à la conservation/biodiversité ? Dans la mesure du possible, veuillez donner des exemples.		<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture et agroforesterie dans le nord et dans le sud <ul style="list-style-type: none"> ○ Programme de transfert de technologies agricoles (PTTA) - Banque Interaméricaine de Développement (BID) et Ministère de l'Agriculture ○ Renforcement des services publics agricoles (RESEPAG) - Banque mondiale et ministère de l'Agriculture ○ Agroforesterie, gestion et protection des bassins versants confrontés au changement climatique (AGAVE) - AFD et société civile • Développement de la pêche, contribuant au développement des zones marines protégées <ul style="list-style-type: none"> ○ Projet de pêche de la BID ○ Projet de pêche de l'AECID 	

Session de travail 2: KBAs, Objectifs et Menaces de Conservation

David Díaz, de BirdLife International, a mené cette séance de travail. C'était très fastidieux, car la plupart des participants n'étaient pas familiers avec le concept KBA et/ou la nouvelle norme mondiale pour les identifier. Cependant, en utilisant des cartes et des idées clés issues de l'analyse du contexte haïtien préparé par le facilitateur, avant l'atelier, les participants ont pu contribuer aux discussions.

Au cours de cette session, le facilitateur a pris du temps pour présenter le microsite, lequel les participants pourront utiliser pour alimenter le processus après l'atelier.

Principaux enjeux / points émergeant des discussions, en mettant l'accent sur les implications pour l'investissement du CEPF

Comme indiqué précédemment, une poignée de participants connaissaient bien le terme KBAs. Néanmoins, ils pensaient que c'était une approche utile pour aborder la conservation de la biodiversité au niveau des sites, en général. Ils ont également souligné qu'il est important de sensibiliser sur le sujet et de l'utiliser dans le processus de création et de délimitation des aires protégées.

Des informations importantes sur la délimitation des frontières, les corridors, qui ont émergée des discussions

Deux grandes questions ont émergé en ce qui concerne la délimitation des frontières. Sur la base d'une analyse antérieure faite par David Díaz et présentée au public, certaines zones protégées d'Haïti contiennent plusieurs KBA et certaines zones protégées ont leurs limites intersectées par les KBA.

Afin de résoudre ce problème, le facilitateur a proposé, sur la base d'une analyse écologique plus détaillée, diviser, agréger ou éliminer les sites, selon le cas.

Les résultats de l'analyse des menaces incluant des points contextuels importants qui ont émergée des discussions

En raison du manque de temps, cela n'a pas été couvert, bien que David ait donné un aperçu au public à travers d'un document Excel qui contient cette information.

Résultats de la priorisation des sites et des espèces, y compris les points contextuels importants qui ont émergée des discussions

Une partie importante de cette session était l'activité de priorisation. Cette information importante aidera à concentrer l'investissement du CEPF dans le hotspot. Les participants ont été invités à écrire sur une carte les noms des sites et/ou des espèces qu'ils croient devraient être considérés par le CEPF. Ensuite, ils ont voté pour les sites et les espèces prioritaires. Les résultats de cet exercice sont les suivants:

- **Sites:**
 - Parc National la Visite
 - Parc National des 3 Baies
 - Parc National Forêt des Pins

- **Espèces**
 - Oiseaux de Montagne
 - ✓ Merle de La Selle (*Turdus swalesi*)
 - ✓ Grive de Bicknell (*Catharus bicknelli*)
 - ✓ Pétrel diabolin (*Pterodroma hasitata*)
 - ✓ Tangara d'Haïti (*Calyptophilus tertius*)
 - Herpétofaune
 - ✓ Amphibiens
 - Mammifères
 - ✓ Plagiodonte d'Haïti (*Plagiodontia aedium*)
 - ✓ Solénodonte d'Hispaniola (*Solenodon paradoxus*),
 - Plants
 - ✓ *Juniperus gracilior* var. *ekmanii*

Il faut noter que tous les sites priorisés se trouvent dans la région du Massif de la Selle et que les résultats peuvent être faussés en fonction des participants qui étaient dans la salle.

Séance de travail 3 : Niche et Priorités pour la phase II de l'investissement du CEPF

Cette dernière session de travail était la plus dynamique. Les participants étaient désireux d'écrire des stratégies et/ou des actions et d'aller les coller au mur. Bien que la session sur l'analyse et le classement des menaces ait aidé à mieux dicter les stratégies et les actions pour atteindre les résultats de conservation, les participants ont eu un large éventail d'actions/stratégies qui représentent des menaces directes ou indirects aux objectifs de conservation: les KBA. Les résultats, largement reclassés en fonction du schéma de classification des actions de conservation de l'UICN, sont présentés sur le tableau ci-dessous.

Actions de conservation / Catégorie de Stratégies	Actions/Stratégies
<i>Éducation, Sensibilisation et Communication</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Développer des alternatives durables liées à l'éducation 2. Formation sur la conservation 3. Éducation environnementale et communication 4. Cours au niveau universitaire pour la conservation et la gestion des aires protégées 5. Promouvoir les résultats durables de la conservation de la biodiversité 6. Soutenir la mise en place de centres d'éco-gestion participative des AP 7. Promouvoir la participation locale et les connaissances locales dans la mise en œuvre des actions de conservation 8. Soutenir et promouvoir la coopération Sud-Sud entre les OSCs pour le partage de l'information et les leçons apprises 9. Développement de guides éducatifs pour les KBAs 10. Utiliser les médias sociaux et traditionnels pour la diffusion massive d'informations sur la biodiversité 11. Participation des médias à la sensibilisation du public sur la conservation de la biodiversité, en particulier aux groupes vulnérables 12. Soutenir le partenariat entre la communauté locale, les autorités locales et les experts de l'université 13. Soutien au développement du curriculum pour un cours de conservation de la biodiversité au niveau universitaire
Incitatifs aux Moyens de Subsistance, Économiques et Autres	<ol style="list-style-type: none"> 14. Initiatives pour le développement de l'économie verte 15. Soutenir l'égalité / l'équité entre les sexes dans les activités socio-économiques 16. Promouvoir l'écotourisme autour des KBAs 17. Renforcement des capacités pour les OSCs locales pour les moyens de subsistance alternatifs et la génération de revenus 18. Promouvoir l'économie bleue pour / avec les OSCs marines et côtières. 19. Prioriser les zones tampons des aires protégées

Actions de conservation / Catégorie de Stratégies	Actions/Stratégies
	20. L'écotourisme au Parc National Forêt des Pins II (PNN-FP2)
Gestion de Site/Zone	21. Création de plus d'aires protégées et renforcement de leur capacités de gestion 22. Gestion participative des aires protégées 23. Gestion de l'aire protégée pour l'écotourisme 24. Gestion des KBAs pour l'écotourisme 25. Plan de gestion pour la conservation et la protection de la biodiversité marine 26. Appuyer la mise en œuvre d'une approche novatrice pour la conservation de la biodiversité 27. Complétez le SNAP haïtien (Système national d'aires protégées), en utilisant l'approche KBAs 28. Renforcer la structure de gestion locale des AP (Ex. Parc National Forêt des Pins II)
Habitat et Restauration des Processus Naturels	29. Inventaire des espèces 30. Collecte systématique des données climatiques dans et autour des KBA 31. Augmenter et renforcer le nombre d'AP 32. Reboisement pour la restauration des écosystèmes
Politiques et Règlements	33. Planification participative de l'utilisation des terres 34. Plaidoyer pour un financement spécifique pour la biodiversité et la conservation des ressources naturelles 35. Améliorer la gouvernance des APs/KBAs par la participation locale 36. Initiatives juridiques visant à réglementer la chasse pour la protection des espèces en voie de disparition 37. Financement durable des APs (Explicitement dans le budget national) 38. Soutenir le plaidoyer des secteurs critiques de la société civile (universités, groupes religieux et sociaux) sur la préservation de la biodiversité.
Renforcement des Capacités (Développement Institutionnel et de la Société Civile)	39. Décentralisation du personnel technique et de gestion 40. Soutenir la résilience de la société civile (locale, nationale et régionale) en matière de conservation de la biodiversité 41. Soutien aux augmentations de la dotation/des capacités 42. Renforcement des capacités des OSC locales pour la conservation des aires protégées 43. Planification de la conservation en utilisant les normes ouvertes pour l'approche pratique de la conservation <ul style="list-style-type: none"> a. Analyse de la situation b. Classement des menaces et hiérarchisation des priorités c. Stratégies d. Théorie du changement e. Financement f. Communication

Actions de conservation / Catégorie de Stratégies	Actions/Stratégies
	44. Renforcement des capacités des OSCs locales pour la recherche sur la conservation de la biodiversité 45. Renforcement des capacités des OSCs locales dans la cogestion des AP. 46. Renforcement des capacités des OSCs locales dans leurs initiatives d'éducation environnementale et de conservation de la biodiversité 47. Renforcement des capacités des OSCs locales dans la conception et la mise en œuvre de projets

Conclusions et perspectives

Globalement, l'Atelier Consultation Nationale en Haïti sur la Mise à Jour du Profil d'Écosystème du Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques (CEPF) pour le Hotspot de Biodiversité des Îles des Caraïbes était un succès. En effet, de nombreuses informations ont été recueillies sur le contexte de la conservation de la biodiversité en Haïti. Les participants ont été introduits dans la nouvelle norme globale KBA et ses critères d'identification. Enfin, ils ont fourni des recommandations approfondies pour les futures stratégies d'investissement du CEPF en Haïti.

Cependant, en raison du manque de temps, certaines sessions clés qui auraient mieux défini les stratégies et les actions recommandées n'étaient partiellement couvertes. Par exemple, l'évaluation de la société civile, qui n'était pas couverte, aurait pu mieux orienter et éclaircir les recommandations sur le renforcement des capacités institutionnelles. Par conséquent, le processus et / ou les actions suivants devraient être pris pour combler les lacunes d'information, à l'avenir:

- L'équipe de BirdLife International devrait fournir la liste finale des KBAs (candidats) pour Haïti et donner des conseils au coordonnateur du pays, ainsi que le groupe de personnes qui se sont portés volontaires pour fournir des informations et des analyses supplémentaires après l'atelier, pour compléter l'analyse des menaces.

- L'équipe de CANARI devra discuter des lacunes en matière d'information sur les documents thématiques sur le contexte de la conservation de la biodiversité, avec le coordonnateur du pays.
- Le coordonnateur de pays utilisera différentes approches (participation à des ateliers, examen de bureau, etc.) pour recueillir des données / informations pour combler les lacunes, où s'est possible.

Annexe 1: Agenda

Jour 1: Révisons du contexte de la conservation de la biodiversité		
08.30 – 09.00	Enregistrement	
09.00 – 10.00	<p>Séance inaugurale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bienvenue et allocution d'ouverture – <i>Philippe Bayard, Président</i>, SFaits saillants et réalisations de l'investissement du CEPF dans le hotspot de biodiversité des îles des Caraïbes 2010 - 2016 – <i>Michele Zador, Directrice de Subvention, CEPF</i> • Discours d'ouverture, <i>Pierre Simon Georges, Ministre de l'Environnement</i> • Aperçu du processus de mise à jour du profil d'écosystème CEPF – <i>Ronald Cademus, Coordonnateur Nationale, CANARI</i> • Questions / Discussion 	<p>Séance publique</p> <p><i>[Les médias sont invités à participer.]</i></p>
10.00 – 10.30	Pause-café	
10.30 – 11.00	<ul style="list-style-type: none"> • Activité brise-glace /Introductions - CANARI • Révision de l'agenda – CANARI 	Discussion plénière
11.00 – 13.00	<p>Séance de travail 1 : le contexte de la conservation de la biodiversité - CANARI</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation Haïti National Trust • Contexte socio-économique du hotspot • Contexte politique du hotspot • Évaluation des changements climatiques du hotspot • Évaluation de l'investissement actuel en conservation 	<p>Session en petits groupes - World Café</p> <p>Discussion plénière</p>
13.00 – 14.00	Lunch	
14.00 – 15.30	<p>Le contexte de la conservation de la biodiversité (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation de la société civile 	<p>Présentation</p> <p>Session en petits groupes</p>
15.30 - 17.00	<p>Introduction à la Séance de travail 2 : Zones Clés de Biodiversité, Objectifs et Menaces de Conservation – BirdLife International</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aperçu des nouvelles normes de critères et seuils pour les Zones Clés de Biodiversité (KBA) • Présentation de cartes de KBA sur le microsite et navigation • Discussion sur la délimitation des KBAs 	Discussion plénière
16.30	Fin de la Première Journée	
Jour 2. Révision des principaux zones de biodiversité, priorisation des menaces et rôle de la société civile		
08.30 – 09.00	Récapitulatif du premier jour	
09.00 – 09.45	<p>Séance de travail 2 : Zones Clés de Biodiversité, Objectifs et Menaces de Conservation – BirdLife International</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification de KBA – Pratique en ligne 	Activité en petits groupes
09.00 – 10.30	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des menaces • Identification des espèces et sites prioritaires 	
10.30 – 10.45	Pause-café	
10.45 – 13.00	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des menaces • Identification des espèces et sites prioritaires (suite) 	<p>Activité en petits groupes</p> <p>Discussion plénière</p>
13.00 – 14.00	Lunch	
14.00 – 14.30	<ul style="list-style-type: none"> • Discussion plénière sur les menaces, • Recherche de consensus sur les espèces et sites prioritaires 	
14.00 – 16.00	<p>Séance de travail 3 : Niche et Priorités pour la phase II de l'investissement du CEPF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification des enjeux et des domaines clés qui devraient faire partie de l'investissement de la phase II du CEPF 	<p>Activité en petits groupes</p> <p>Discussion Plénière</p> <p>[Pause-café]</p>
16.00 – 16.30	<p>Session de clôture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consentement pour les prochaines étapes • Allocution de clôture 	

Annexe 2: Liste des participants

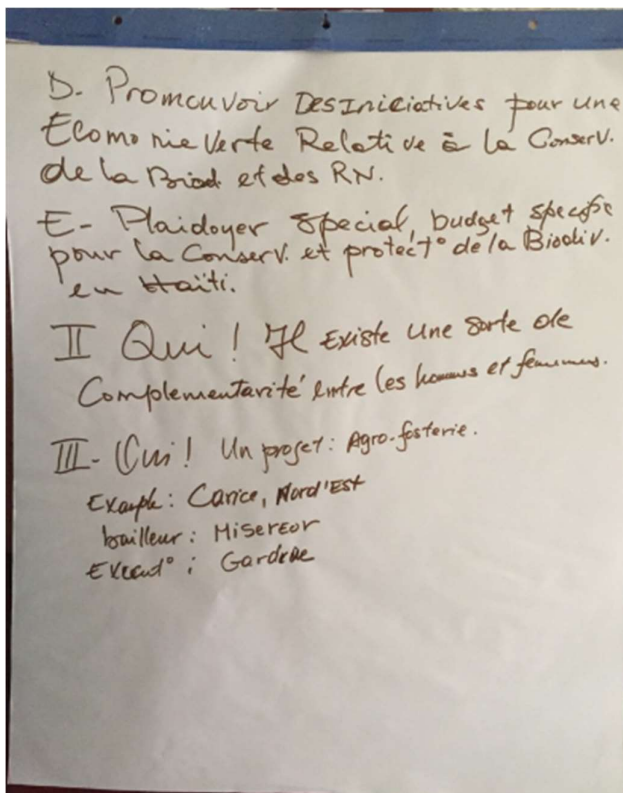
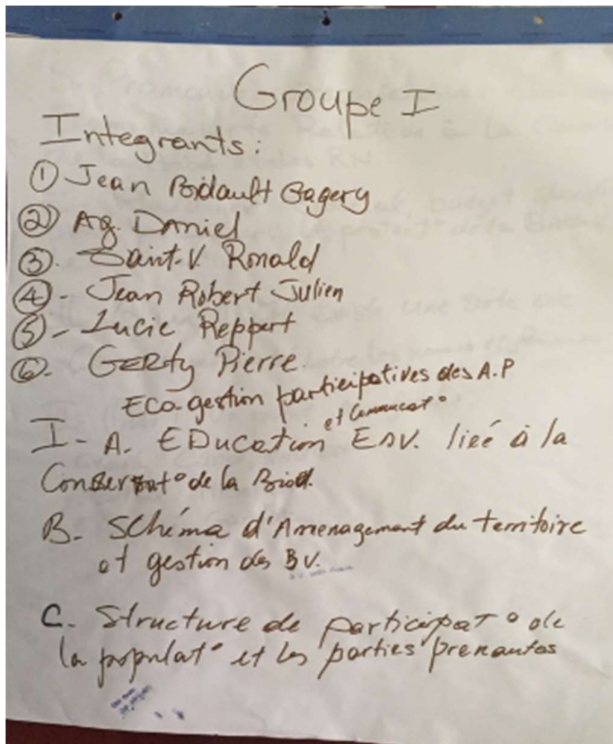
No.	Name	Stakeholder category	Organisation	Email/Phone	Day 1	Day 2
1.	Ronald Cademus	Country Coordinator	CANARI	rcademus@hotmail.com (509) 3858-0107	Y	Y
2.	Jean Vilmond Hilaire	National environmental network (Co-host)	Société Audubon Haïti (SAH)	jvhilaire@gmail.com (509) 38012337	N	Y
3.	Philippe Bayard	phbayard@yahoo.com	Société Audubon Haïti (SAH)	phbayard@yahoo.com	Y	N
4.	Paul Judex Edouarzin	National environmental network	UNEP	pauljudex.edouarzin@gmail.com (509) 3777-1910	Y	Y
5.	Michele Zador	Grant Director	CEPF	mzador@cepf.net	Y	Y
6.	David Fernandez Diaz	Biodiversity Conservation Manager	BirdLife International	david.diaz@birdlife.org	Y	Y
7.	Tania Desir	CEPF Donor	Agence Française de Développement (AFD)	desirt@afd.fr	Y	N
8.	Christophe Grosjean	CEPF Donor	Banque Mondiale	cgrosjean@worldbank.org +50928122200/2221	Y	Y
9.	Christiane Delfs	CEPF Donor	Coopération Allemande	christiane.delfs@giz.de (509) 3748-3908	Y	N
10.	Paul Duchatelier	Government	Minister's head of cabinet		Y	N
11.	Liné Balthazar	National environmental network	BUCOSEH	sbalthazar@gmail.com (509) 3825 8888 / 3863 3016	Y	Y
12.	Jean Claude Louis	National environmental network	Panos Caribbean	jclouis@panoscaribbean.org (509) 2942-0321/4755-6351	Y	Y
13.	James E. Goetz	National environmental network	Fondation Seguin	james.e.goetz@gmail.com (509) 4632-6731	Y	Y
14.	Florence Sergile	National environmental network	University of Florida	fsergile@ufl.edu (50) 3807-5130	Y	Y

15.	Géraud ALBARET	National environmental network	IDB	gerauda@iadb.org (509) 3454 2997	Y	N
16.	Martine Mathieu	National environmental network	UNEP	mathieu.m.elisabeth@gmail.com (509) 3405-0604	Y	N
17.	Javier San Roman Ortiz	National environmental network	AECID	javier.sanroman@aecid.es	Y	Y
18.	Yvon Emmanuel Elie	National environmental network	Fondation Seguin	yvmanueli@yahoo.fr	Y	Y
19.	Abdel Abellard	National environmental network	USAID	aabellard@usaid.gov	Y	Y
20.	Viviane Julien	Former Small grantee	REPIE	repiehaiti@hotmail.com (509) 3400-1950	N	Y
21.	Jean Wiener	Former large and small grantee	Fondation pour la Biodiversité Marine (FoProBiM)	jeanw@foprobim.org (509) 3701-3383	Y	Y
22.	Elie Desmarrattes	Former large grantee	Organisation pour le Développement de la Forêt des Pins (OPDFM)	elie.desmarattes@gmail.com (509) 3743-0757	Y	Y
23.	Bruno Mentor	Former large grantee	Fondation Macaya pour le Développement (FMD)	brunomentor@yahoo.fr (509) 3170-5775	Y	Y
24.	Yves-André Alexis	National environmental network	Helvetas	ayvesandre@gmail.com	Y	Y
25.	Ingrid HENRYS	Coordonnatrice Scientifique et Technique – Unite de Gestion	Parc Ntle Naturel Macaya	henrys_ingrid@yahoo.fr	Y	Y
26.	Jean-Robert Julien	National environmental network	REPIE	repiehaiti@hotmail.com	Y	Y
27.	Lucie Repper	National environmental network	REPIE	repiehaiti@hotmail.com	Y	N
28.	Ronald Saint Vil	National environmental network	Panos Caribbean	sainvilronald@yahoo.fr	Y	Y

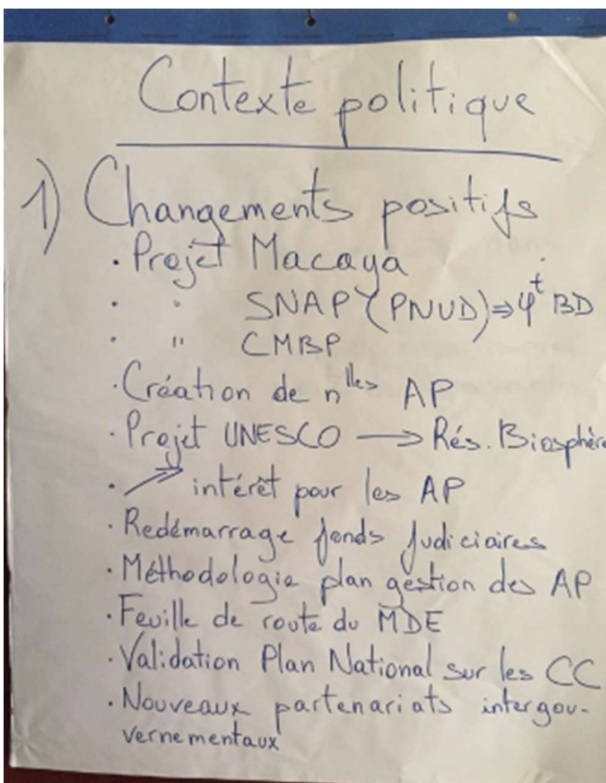
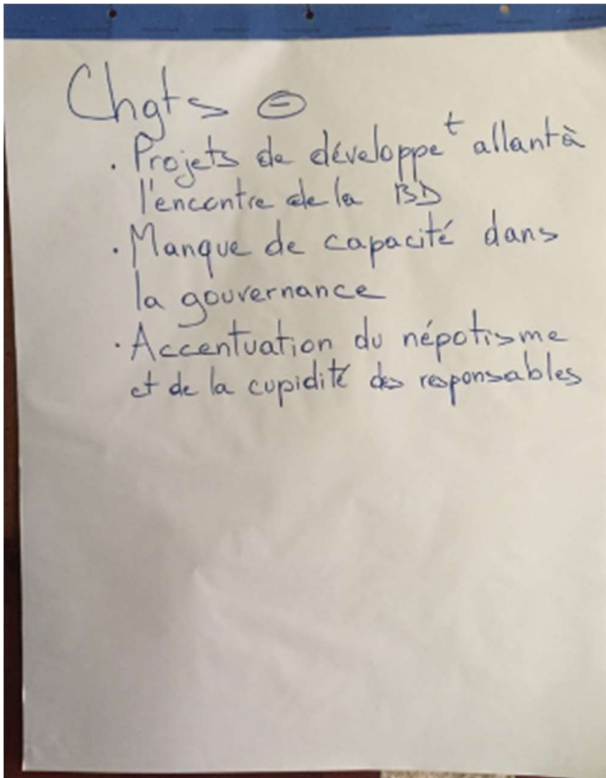
29.	Maximilien Pardo	National environmental network	ONU Environnement	maximilien.pardo@unep.org	Y	N
30.	Jean Mary Laurent	National environmental network	Société Audubon Haïti (SAH)		Y	Y
31.	Michelson Cesaire	National environmental network	Le Nouvelliste		Y	N
32.	Pierre Frantz Daniel	Government	Ministère de l'Environnement (MDE)	Agrdaniel10@yahoo.fr	Y	N
33.	Jean Bidault Gagery	Government	Ministère de l'Environnement (MDE)	jbgagery@yahoo.fr	Y	Y
34.	Gerty Pierre	Government	Ministère de l'Environnement (MDE)	pierreg@72004@yahoo.fr	Y	Y
35.	Mathoux Pierre	Government	Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP)	pierre.mathoux@giz.de	Y	Y
36.	Mikerlo Magene	National environmental network	FMDL	mikerlomagene@gmail.com	Y	Y
37.	Roble Sebrie	National environmental network	FAO	roble.sebrie@fao.org	Y	N

Annexe 3: Résultats des activités en petits groupes

Annexe 3A: Groupe contexte socio-économique



Annexe 3B: Groupe contexte politique



Annexe 3C: Groupe changement climatique

Évaluation des changements climatiques du hotspot

Q1) Perturbation du régime pluviométrique

- Perte de récolte
- Pression sur les ressources ligneas
- Destruction d'habitats
- Destruction de récifs coralliens

Q2) Oui. Plan national d'adaptation aux changements climatiques
- Oui (Marsif de la Selle, Marsif de la Hotte)

Q3) Il y a des plans de gestion pour certains aires protégées (Parc Macaya, U1 PNN-FP, U2 PNN-FP, ...)

Mais, nous ne sommes pas en mesure de dire si ces plans ont été élaborés sur la base d'une évaluation des risques.

Q4) Il existe des activités de mitigation qui ont été mises en place par certaines institutions mais nous ne sommes pas au courant d'un plan global de mitigation pour toutes les aires protégées.

Q5) Le degré de capacité est très faible mais nous sommes conscients d'une certaine ouverture.

- Agroforesterie
- Cultures pérennes (café, cacao)

Q6

Oui. Mais, ça reste au stade pilote, expérimental.

Q7

Non. Nous ne sommes pas encore à ce stade car cela nécessite beaucoup de données (pluviométrie)

Annexe 3D: Résultats des activités sur les stratégies pour les futurs investissements du CEPF en Haïti

